

BALADES OLYMPIQUES

1 - LES CHEMINS POLITIQUES 2 - LES CHEMINS ÉCONOMIQUES 3 - LES CHEMINS MÉDIATIQUES

Par Thierry Terret

Paris, L'Harmattan, 2020-2021 ; T1 25,50 € ; T2 5,50 € ; T3 21 €.

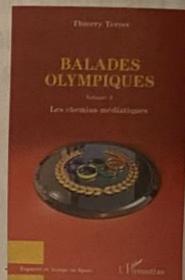
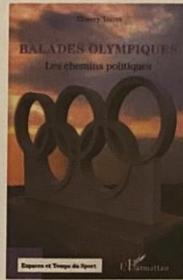
La contribution de Thierry Terret à la recherche olympique a débuté en 1987 par une étude des retombées socio-économiques des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville. À l'orée des Jeux de Paris, il publie en trois tomes une sélection de textes où il poursuit ses réflexions sur l'Olympisme et ses enjeux, politiques, économiques, médiatiques.

1 - LES CHEMINS POLITIQUES s'articule selon trois niveaux. Le premier axe se focalise sur la politique intérieure française. Il est d'abord question de la *Semaine internationale de sports d'hiver* à Chamonix en 1924, désignée *a posteriori* comme les premiers Jeux olympiques d'hiver. Cet événement était surtout considéré comme un test pour les Jeux de Paris 1924 pour lesquels le comité exécutif a dû faire face à des crises politiques et jeux de pouvoirs liés à sa structure et à ses membres. L'auteur souligne que Pierre de Coubertin n'a pas toujours été un fervent défenseur de la candidature de Paris et rappelle la situation de la ville de Lyon qui, malgré ses quatre candidatures (1920, 1924, 1968 et 2004), révélatrices de sa volonté de défendre ses intérêts locaux, ne s'est jamais vue attribuer une édition des JO. Sans doute faut-il imputer ces échecs à sa concurrence avec la capitale qui n'a pas manqué de manifester son jugement négatif et son indifférence envers sa rivale. La seconde partie est dédiée à la politique internationale et retrace la création du *Jury d'honneur* du CIO qui a pour rôle de sanctionner des réactions nationalistes trop fortes jugées comme allant à l'encontre de l'esprit du sport promu par l'Olympisme dans le contexte de l'après-guerre, où l'entente entre les perdants et les gagnants est difficile. En réalité, cet organe possède davantage une dimension symbolique et plusieurs incidents sportifs (par exemple en escrime et en boxe) sont rapidement devenus des affaires politiques. Reprenant le contexte de l'après-guerre, l'auteur expose la position des Jeux de Londres de 1948 désignés comme les « *Jeux olympiques*

de l'austérité » pour montrer que le mouvement olympique était capable de perdurer. L'auteur clôt cette partie en évoquant la position de la Roumanie : souhaitant se libérer de l'héritage laissé par ses structures communistes et voulant professionnaliser le sport de haut niveau, cette nation a connu un déclin de sa position dans le sport mondial et un sentiment d'*ostalgie* (nostalgie du système communiste). Enfin, la troisième partie confronte les JO avec l'*Olympiade militaire* de 1919 organisés à Paris au moment de la signature du traité de Versailles. Pensée comme une alternative aux Jeux olympiques, et renouvelée en 1945, cette tentative de *Jeux interalliés* n'a jamais vraiment abouti. Il y est également question des *Young Men's Christian Association* (YMCA), dont la propagande américaine a contribué à la construction sportive de la France dans les années 1920 en imposant ses pratiques sportives typiques sur notre territoire. Enfin, l'auteur propose une histoire politique des comités nationaux olympiques (CNO) de 1894 à 2007 qu'il divise en cinq configurations. La mise en place de ces différentes structures témoigne des objectifs politiques communs à certaines nations et reflète la dimension politique croissante de l'Olympisme. Thierry Terret termine par les portraits de deux défenseurs de l'Olympisme : Alexandre Sipro au sein du CIO et Henri Sérandour pendant quatre mandats à la tête du CNOSF. Ainsi, depuis Chamonix 1924, près d'un siècle s'est écoulé, mais l'Olympisme et son mouvement sont parvenus à perdurer en faisant face à maints problèmes politiques.

2 - LES CHEMINS ÉCONOMIQUES se focalisent sur les coûts des infrastructures nécessaires à l'organisation des Jeux et sur leurs

retombées, qu'il s'agisse d'olympiades d'été ou d'hiver. L'ouvrage se décompose en cinq axes. Le premier présente l'histoire du stade de Colombes (de 1919 à 1938) et s'intéresse à l'absence de politique d'équipements sportifs en France. Seule la ville de Lyon, qui a pour projet d'organiser les Jeux de 1920, prend l'initiative de construire un stade digne d'accueillir l'événement. Chargée d'organiser l'Olympiade de 1924, Paris aurait pourtant besoin des équipements nécessaires pour asseoir le prestige de la France. C'est à l'issue d'un accord passé avec le Racing Club de France que le stade de Colombes finira par accueillir les Jeux. En échange d'un important bénéfice économique, le Racing s'engage à couvrir les travaux de rénovation du stade et à accroître sa capacité d'accueil à 60 000 places. La seconde partie s'intéresse au conflit entre le Comité olympique français et la ville de Paris quant aux infrastructures et au budget de l'Olympiade de 1924. Le COF, qui veut mettre en exergue l'idéal olympique, estime son budget à 40 millions de francs, et pour Paris de telles dépenses ne sont pas envisageables. Le stade de Colombes permet au COF de ne pas reculer devant ses engagements auprès du CIO. Les Jeux de 1924 ont bien lieu mais s'apparentent davantage à une manifestation sportive qu'à un événement grandiose. Puis l'auteur aborde l'édition des JO d'hiver à Grenoble en 1968. La candidature est alors motivée par son intérêt de rattraper son retard en équipements municipaux et en



infrastructures routières. En parallèle, et avec l'accélération de l'économie en montagne, la volonté de se servir des Jeux pour avoir un impact sur le tourisme hivernal est perceptible. La propagande olympique est pensée pour attirer une clientèle étrangère riche (américaine de préférence), démocratiser les sports d'hiver et avoir une retombée économique positive sur l'industrie française des sports d'hiver. À l'issue des Jeux, l'effet escompté pour le tourisme et le monde économique n'est pas atteint. La quatrième partie se consacre aux Jeux d'Albertville (1992), où les enjeux économiques et la question de l'aménagement du territoire l'emportent sur la promotion de l'éducation olympique, de l'aspect environnemental et de la notion d'héritage olympique (introduite dans la charte olympique 10 ans plus tard). La politique de décentralisation offre à la région savoyarde la possibilité de développer ses ambitions sans la tutelle de Paris, et l'originalité de cette Olympiade réside dans le fait que l'événement sera réparti dans 13 villages, communes ou stations. Cette dispersion constituera une limite dans la volonté d'entretenir l'esprit olympique et l'idée de convivialité.

Enfin, cette balade s'intéresse à la création du pool des fournisseurs de l'équipe de France de ski et aux objectifs économiques et sportifs qui l'articulent. Contre l'amélioration des performances de l'élite française, les fournisseurs profitent des compétitions pour peaufiner leurs produits. La réussite des skieurs français doit être un levier pour le marché du ski de loisir. Thierry Terret compare le fonctionnement du pool à une triple logique de cartel (relation entre les fabricants et les distributeurs), de monopole (volonté de bénéficier de l'exclusivité sur les équipements) et de patriotisme économique (gagner des parts de marché sur la concurrence). Dès les années 1970, le pool montre des limites, notamment au sujet des principes de l'amateurisme promu par le CIO, de la difficulté qu'il éprouve à conserver son monopole et du fait que les fabricants n'ont pas besoin de la compétition pour améliorer leurs produits.

3 - **LES CHEMINS MÉDIATIQUES** abordent l'histoire des JO selon l'angle de la presse. En sept synthèses articulant ce volume, Thierry

Terret propose une analyse de discours journalistiques en pointant la couverture médiatique des Olympiades de Paris 1924, Los Angeles 1932, Berlin 1936 et Pékin 2008.

Concernant les Jeux de Paris 1924, l'auteur constate que la couverture médiatique américaine et britannique est représentative des relations internationales au moment de la manifestation. Les enjeux mis en avant dans la presse anglophone vont au-delà de la compétition sportive et le sport est utilisé comme une arme symbolique, notamment par les États-Unis avec leur prosélytisme culturel et économique. Ainsi, la presse anglophone n'hésite pas à se montrer unie et complice en faisant par exemple l'éloge de certaines nations telles que la Scandinavie tout en s'opposant à la nation française, pays organisateur. Cette inégalité de traitement est sans réel rapport avec les résultats sportifs, mais due à la volonté d'instaurer un nouvel équilibre des forces, l'Olympisme étant dominé par le CIO, lui-même dirigé par le Français Pierre de Coubertin.

Puis viennent les points de vue belges et suisses relativement indifférents. Les affaires politiques entre la France et la Suisse ont conduit cette dernière à se montrer plus critique que la presse belge qui montre davantage de retenue. La Suisse est plutôt résistante au sport et le système belge plus proche du système français. S'agissant des performances sportives plus ou moins similaires des deux équipes, les journaux belges perçoivent les résultats nationaux décevants tandis que la presse suisse énonce les résultats suisses comme des réussites.

Enfin la presse régionale est mise en exergue. Malgré l'intérêt de l'opinion publique pour l'actualité sportive et le sport spectacle, « *les Jeux de Paris ne sont pas ceux de tout un pays* ». Les journaux locaux n'hésitent pas à se montrer critiques envers les Jeux de Paris ou à privilégier l'actualité sportive locale au détriment de la manifestation internationale.

Poursuivant son analyse, Thierry Terret s'intéresse aux Jeux de Los Angeles 1932, et plus précisément à leur représentation dans les presses françaises et allemandes. L'Olympiade a, en effet, joué un rôle dans l'évolution des relations entre la France et l'Allemagne, dont les rivalités sont

modérées par le CIO. Pour l'anecdote, lors de la cérémonie d'ouverture, la France et l'Allemagne, respectivement *France* et *Germany* sont séparées par la *Great Britain* afin que les deux nations ne défilent pas côte à côte (alors que l'ordre alphabétique habituellement respecté le voudrait). Les discours journalistiques révèlent une certaine hostilité entre les deux nations ; là où les victoires allemandes sont perçues comme des réalisations nationales, les défaites sont présentées comme des contre-performances et ne mentionnent pas la supériorité française.

Vient ensuite les Jeux de Berlin 1936 et leur rôle prépondérant dans les relations entre l'Allemagne et l'Italie et dans la construction de l'Axe Rome-Berlin. Ces JO ont servi de véritable outil politique comme en témoigne la fascisation de la presse italienne. L'auteur évoque ainsi l'héroïsation des champions italiens, la moralisation du milieu sportif, le contrôle de l'information et l'endoctrinement des masses.

Enfin, Thierry Terret considère les Jeux de Pékin 2008 et présente les craintes, doutes et critiques de la presse française et européenne vis-à-vis de l'organisation chinoise, dont l'un des objectifs était de promouvoir l'image du pays dans le monde. La candidature chinoise est perçue comme contraire à la définition des droits de l'Homme : l'une des missions du CIO étant de défendre les idéaux olympiques, une protestation contre la candidature de Pékin a même lieu devant son siège en 2001. L'image négative de la Chine en Occident ne s'est pas vue transformée par l'Olympiade et l'on observe une mise en avant de la manipulation de l'information, le non-respect des droits de l'Homme et un nationalisme exacerbé des autorités chinoises. Ainsi, en mettant en perspective les couvertures médiatiques locales, nationales et internationales de ces quatre manifestations, Thierry Terret souligne les rôles d'outils politiques et diplomatiques que jouent le sport et les Jeux olympiques.

Nul doute que la lecture de ces trois volumes apportera aux lecteurs un éclairage précieux et des éléments essentiels à la compréhension des relations politiques et diplomatiques qui régissent l'univers sportif et olympique.

Ilona Chiabaut